

Interview avec le journal La Nation

La Nation : Interview exclusive avec l'homme de la transition Me Abdallah Kamil évoquant, la période de transition

La Nation : A la démission du président du conseil de gouvernement Ali Aref Bourhan, vous avez été nommé président du conseil de gouvernement par la chambre des députés avec pour mission de préparer le territoire à l'indépendance. Votre nomination était un vœu du Président Gouled selon certaines informations, ce qui faisait de vous durant cette transition l'un des principaux artisans du futur Etat. Comment est-ce arrivé alors que vous n'étiez très proche de Gouled ?

Me Abdallah Kamil : Après la démission de M. Ali Aref, le Territoire faisait face à une situation très délicate, très incertaine.

Même si l'indépendance était inéluctable, elle était sujette à des risques majeurs.

Et je m'explique : une vie politique tribalisée ; des partis politiques qui étaient pour l'indépendance mais qui n'étaient pas tous d'accord sur la voie à suivre : exigences de certains partis sur le départ de la France ou éviction de la vie politique de certaines personnalités exigée par d'autres, une grande inquiétude du monde des affaires, une situation régionale explosive avec des visées annexionnistes de nos deux voisins.

Et la menace d'affrontement entre la Somalie et l'Ethiopie. C'est dans ce contexte que j'ai été élu président du conseil du gouvernement.

Et ce, par la volonté d'un homme, en l'occurrence le père de l'indépendance, le président Hassan Gouled Aptidon qui voulait que je sois l'artisan si on peut appeler cela ainsi, pour conduire le territoire à l'indépendance durant cette période de transition.

Hassan Gouled, après avoir mené toutes les batailles pour l'indépendance et les avoir gagnées contre le colonisateur en sa qualité de président de la LPAI, me demanda d'assurer la transition.

Cette grande confiance en moi dans ces circonstances exceptionnelles a été ma principale force et cette mission se présentait pour moi comme un défi.

Ceci étant, la question qui se posait était de savoir comment s'y prendre et avec qui ? Quelle stratégie adopter dans un contexte aussi difficile ou un rien ou une simple rumeur pouvait mettre le feu aux poudres.

On vivait en permanence sous un Etat de couvre-feu permanent le soir.

Tout le monde était pour l'indépendance mais aussi tous les ingrédients étaient réunis pour faire rater la concrétisation de cette indépendance.

Bref, cette époque de transition était une époque à haut risque où un faux pas risquait de tout faire basculer.

Le soutien de Hassan Gouled a été pour ma mission une caution sûre et salutaire.

La Nation : Quelle a été votre recette pour réussir votre mission ? Ma mission était de préparer le pays à l'indépendance avec le gouvernement de transition élu par la chambre des députés le 31 juillet 1976, lequel comprenait des ministres de la LPAI tels Moumin Bahdon, Cheiko, etc.

Le point de départ était un programme commun qui a été mis sur pied et ayant pour but l'adhésion de la LPAI et de la nouvelle majorité parlementaire.

C'était un programme d'ordre général du genre - 1) l'indépendance le plutôt possible - 2) L'indépendance dans la concorde - 3) Le règlement de la question de la nationalité.

Avant d'agir, j'ai été consulté le président Gouled qui dans une boutade amicale me dit: « Abdallah, cesse de jouer les timides.

Je t'ai donné deux ministres, tu as ma confiance.

Qu'est-ce qu'il te faut de plus et puis tu étais secrétaire général du Gouvernement, qui connaît mieux que toi les dossiers ? Pour le reste, ce n'est pas moi qui ai fait sciences politiques ; cela devrait te servir maintenant ».

Après ce feu vert, le marathon commençait. J'avais mon programme qui englobait bien sûr le programme commun établi par les différentes parties en présence mais tout le reste était à faire.

C'est ainsi que j'annonçais les grandes lignes de la démarche à suivre dans un discours prononcé dès mon élection devant la chambre des députés.

J'annonçais les couleurs du futur Etat : un état qui prendrait en compte que nous étions un peuple arabe et africain et qu'à ce titre nous devons adhérer à la ligue arabe et à l'OUA. J'évoquais tous les aspects politiques, économiques et sociaux du futur Etat.

J'énumérais même les lois qui devaient abolir les pratiques avilissantes pour les femmes, à savoir l'excision que je déclarais non conforme aux pratiques de l'Islam etc..

Oui c'est dans mon discours un programme que vous pouvez retrouver dans les archives du réveil de l'époque bref dans ce discours je fixais les grands objectifs du gouvernement durant cette période de transition ainsi que la date de l'indépendance avant la fin du 1er semestre 1977.

Pour ce faire nous devons tenir un référendum et des élections transparentes et pour cela, il fallait procéder au règlement de la question de la nationalité afin de permettre une large participation de la population à ce scrutin.

En outre, il fallait également préparer les questions de sécurité, et de maintien de l'ordre ainsi que la défense. Il fallait aussi tout négocier avec la France surtout principalement la mise sur pied de nos relations futures.

Sur le plan intérieur, il fallait aussi préparer l'indépendance, c'est-à-dire mettre sur pied les forces de sécurité et de défense du pays (armée, police, gendarmerie) lesquelles allaient prendre la relève une fois le pays indépendant.

Sur ce point, permettez-moi de vous rappeler que la formation de nos futurs officiers était lancée assez rapidement.

J'insiste sur ce point parce qu'il était capital pour le futur Etat.

J'ai tenu à ce que la sélection des futurs officiers du pays ne soit pas basée sur un critère autre que celui de la compétence.

Le concours de Moumin Bahdon qui était ministre de l'intérieur m'a été précieux parce que nous étions conscients de ce que pourrait coûter au futur Etat toute sélection ayant pour base le tribalisme ou des motifs politiques.

Je dois avouer que j'ai gardé une grande estime pour Momin Bahdon depuis cette période difficile. M. Cheiko m'a beaucoup apporté aussi.

Je disais que les futurs officiers militaires, gendarmes et policiers étaient retenus donc sur la base de la compétence telle que fixée par leur corps d'origine pour être ensuite envoyés en France pour une formation complémentaire.

En fait, je savais d'une manière générale et c'est surtout ça qui hantait ma conscience.

Et Sur chaque dossier où j'apposais ma signature, j'étais conscient que c'était une pierre du futur édifice.

Pas uniquement les futurs officiers mais dans tout les domaines.

Bien évidemment, avec cette minutie nous devons travailler trois fois plus de temps parce qu'il y avait une date butoir à respecter.

Dans le cadre de vos nouvelles fonctions et de votre mission, vous deviez donc négocier avec la France.

Comment étaient vos relations avec ce pays ? Bonnes. Je me suis rendu à Paris en ma qualité de président du Conseil du Gouvernement.

C'était en août 1976. J'avais donc rencontré à cette occasion le Président Français de l'époque Valéry Giscard d'Estaing, son premier Jacques Chirac et le Ministre des DOM-TOM, Olivier Stirn.

C'était l'usage. Bien sûr, à l'ordre de nos discussions figuraient l'échéance à venir ainsi que des projets devant accompagner cette indépendance.

Il y avait parmi ces projets, une grande cité de l'unité acceptée par Mr Giscard mais qui ne verra d'ailleurs jamais le jour mais qui pour moi devait rassembler 800 familles des différentes composantes nationales.

Pour briser ce clivage ethnique devenu effectif même dans le logement, il y avait aussi l'aide financière au futur Etat. Il faut savoir que notre budget était de 6 milliards et demi à cette époque.

Pour ce qui est de fixer la date de l'indépendance avec le gouvernement français, il fallait tenir compte en raison des risques qui pesaient sur le futur Etat de faire coïncider la date de la proclamation de l'indépendance la plus proche possible du sommet des Chefs d'Etat africains de l'OUA, l'actuelle union africaine qui se tenait le 03 juillet 1977 au Gabon.

Le Plan était bon parce qu'une semaine après, le nouvel Etat allait avoir une reconnaissance internationale.

Cependant, j'ai annoncé dans mon discours à l'ONU que mon pays serait indépendant.

Il y avait la France mais aussi les Etats voisins, la Somalie et de l'Ethiopie.

Quel était l'état de vos rapports avec ces pays, vu qu'ils avaient des visées annexionnistes ? Quel genre de contact voulez vous qu'il y ait ? C'est ça que nombre de gens ne comprenaient pas à l'époque.

La solution ne se trouvait ni à Mogadiscio ni à Addis-Abeba où d'ailleurs je me rendrai par la suite. Non, c'était d'abord aux Nations Unies, à New York.

C'est là que j'ai négocié d'abord la date de l'indépendance. C'était d'ailleurs un cas de figure unique dans les annales de la France.

Pourquoi ? Parce que j'étais à New York en ma qualité de président du conseil du gouvernement d'un territoire qui n'était pas encore indépendant en ce mois de novembre 1976.

Il y avait des délégations de la LPAI, du FLCS ; nous étions nombreux à New York. Donc je négociais d'abord avec le représentant de la France.

C'était à l'époque M. Garrigue de Guyonnaud. Ainsi, la date de l'indépendance a été fixée avant le 1er juillet 1977, et de façon plus exacte au 27 juin 1977.

Et une fois ces dates arrêtées, je l'annonçais solennellement dans un discours prononcé devant la 4ème commission des Nations Unies dite commission de la décolonisation qui en prenait acte.

J'étais enfin soulagé et je l'annonçais aussitôt par téléphone au président de la LPAI Hassan Gouled.

De quoi étiez-vous soulagé puisque une date devait forcément être fixée ? Parce que toute la stratégie reposait sur le fait de garantir notre indépendance par le moyen d'une reconnaissance internationale au vu des risques que représentaient les régimes des Etats voisins.

Donc, le choix de la date du 27 juin répondait à la logique suivante : c'était la date la plus proche du 3 juillet 1977 où devait avoir lieu au GABON le sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA, l'ancêtre de l'actuelle Union Africaine (UA) qui allait reconnaître en premier le nouvel état qu'est Djibouti.

Et c'est une fois reconnu et admis comme membre à part entière de l'OUA que les accords de défense signés avec la France dès le 28 juin allaient avoir tout leur sens.

Le reste n'était qu'une simple formalité. Je demandais en outre dans une intervention solennelle devant la commission de décolonisation que les deux Etats voisins s'engagent à respecter, reconnaître et honorer notre souveraineté et notre intégrité territoriale.

Ce qui a été fait par les représentants de ces pays. Voilà, après, bien sûr, je m'étais rendu fin décembre 1976 à MOGADISCIO en Somalie où j'ai été reçu par le président Siad Barreh.

Quand aux dirigeants éthiopiens, ils ne m'ont lancé aucune invitation.

Je n'avais pas eu l'honneur d'être reçu par Addis-Abeba.

Toujours est-il que nos craintes étaient justifiées. Siyad Barreh avait son plan qu'il mettra en exécution la veille de notre indépendance. C'était la guerre de l'Ogaden.

La Nation : Donc, votre mission s'achevait à New York... Non, pas du tout, ça, c'est uniquement au niveau international.

Il y avait au niveau intérieur tout un travail à faire pour consolider l'unité nationale, sans quoi l'indépendance n'aurait aucun sens.

D'ailleurs, pour concrétiser l'unité nationale, j'ai réuni à Dikhil le 1er janvier 1977 les responsables politiques de la LPAI avec à leur tête le Président Gouled, les Ministres, les députés et l'ensemble des chefs traditionnels des communautés nationales.

Il est à apprécier la présence du Sultan et du vizir de Tadjourah, respectivement M. Habib et M. Abdoukader et la présence du Sultan de Gobaad, M. Boko.

Les Chefs traditionnels d'Obock, d'Ali-Sabieh, d'Arta et de Dikhil étaient tous présents. Ce jour-là, la ville de Dikhil a été la ville de l'unité. Elle continue toujours de l'être.

Dans l'ensemble du territoire, la LPAI avait su ancrer un esprit d'unité.

Concernant la question de la nationalité, je peux dire que l'administration française tenait à la mettre en application.

Mon rôle a été de surveiller de près le déroulement de cette action.

Par contre il y avait d'autres points qui étaient importants pour moi ; tenant compte des inquiétudes des milieux d'affaires de la place, je me devais de prévenir toute pénurie alimentaire c'est ainsi que nous avons constitué des stocks de sécurité.

Avec le concours de la LPAI une nouvelle société, appelée CNC (Compagnie Nationale de Commerce) a été mise sur pied aussi et devait assurer les importations alimentaires.

Enfin, il y avait en prévision de l'indépendance à organiser l'accueil de nos hôtes étrangers. Et comme à Djibouti il y avait à cette époque deux petits Hôtels nous devions les appuyer. Il y avait l'hôtel la SIESTA qui était en bon état mais le second, le PALACE HOTEL était dégradé.

J'ai dû faire prêter par les finances 5 millions de Francs Djibouti à cet établissement pour le remettre en Etat.

Mon action, durant cette période, pouvait être résumée à ça et j'étais heureux de faire le bilan en fin décembre 1976 devant la Chambre des députés réunis en session budgétaire.

En expliquant notre action passée je demandais aux députés de soutenir et de croire en la future République que je suggérais dans ce discours d'appeler REPUBLIQUE DE DJIBOUTI.

Cette suggestion a tenu et j'en suis fier.

Enfin pour le reste il y a eu la réunion de PARIS qui a regroupé l'ensemble des partis politiques en mars 1977, c'est-à-dire la LPAI, le FLCS, l'opposition parlementaire et moi-même en ma qualité de président du Conseil de Gouvernement.

Là, tout a été mis sur la table, la fixation définitive de la date de l'indépendance adoptée par toutes les parties ainsi que les accords de défense, la coopération économique et sociale, le partage du pouvoir dans les futures institutions du pays dans une assemblée de 65 députés.

Il y a eu le référendum du 8 mai et puis votre démission.

Pourquoi ? En fait le référendum s'est déroulé dans de très bonnes conditions/ Le Oui à l'indépendance l'avait remporté et dans la soirée nous fêtions ça dans la résidence, le Président Gouled, Ahmed Dini, Moumin Bahdon et moi-même.

Pour ce qui est de la démission, je devais naturellement démissionner étant parvenu au terme de ma mission.

La suite devait être faite par l'ensemble, notamment la constitution du futur Etat.

Le Président Gouled qui, naturellement devait présider le pays a achevé les quelques mois restant l'organisation de l'indépendance, lancé des invitations.

Dans ce dernier gouvernement avant le 27 Juin, j'étais le ministre du développement territorial ; même si je n'ai rien à développer en quelques semaines, j'ai accepté parce qu'il fallait contribuer à l'indépendance.

M. Ahmed Dini qui était nommé président de la Chambre des députés présidait la commission chargée de la constitution.

Pour ce qui me concerne, je n'ai pas participé à cette commission.

Quel était votre rôle exactement après votre démission ? Le président Gouled m'a chargé de traiter avec la France des questions qui étaient plus au moins traitées mais qui n'étaient pas arrêtées.

Dans cette commission avec M. Ismael Guedi qui était déjà conseiller du Président comme l'actuel Président Ismaïl Omar Guelleh qui était aussi conseiller aux affaires de sécurité Nationale et qui était dans d'autres commissions, il y avait aussi M. Abdoukader Waberi, M. Jean Paul Noel, mon ancien directeur de cabinet.

Les réunions se sont tenues au palais du haut commissaire Du coté français, il y avait des représentants de tous les ministères à savoir ceux de la défense, des finances, de la coopération, des affaires étrangères, des DOM-TOM, etc..

Les discussions ont porté sur la conclusion des accords de coopération et de défense qui seront signés dès la proclamation de l'indépendance.

Il y avait l'aspect financier, l'aspect fiscal et l'aspect monétaire. C'est-à-dire le franc Djibouti.

Le fonds de garantie français devait continuer à servir de contrepartie et de dépôt pour couvrir le Franc Djibouti parce qu'il nous fallait un franc fort.

Sur ce point, il a fallu l'intervention du Président Houphouët pour faire fléchir nos interlocuteurs en tapant sur la table pour dire « c'est tout ou rien ».

C'est ainsi que le Franc Djibouti a continué à exister avec des liens structurels avec le dollar.

Il y avait aussi le transfert des bâtiments officiels, la TIC sur tous les produits destinés aux forces françaises autres que ceux à usage militaire, etc.

Et la suite ? La suite, ce sera pour une autre fois, la transition s'achevait là.

C'est ainsi que la République a été proclamée indépendante et souveraine le 27 Juin 1977 à minuit.

Ma fierté, c'est d'avoir contribué à cet édifice qui est le nôtre et qui le restera pour toujours.